

ACTION URGENTE

DES MANIFESTANTS D'EXTREME DROITE ATTAQUENT LES ORGANISATEURS D'UN FESTIVAL

Le Festival pour l'égalité des droits de Tchernivtsi, dans l'ouest de l'Ukraine, a été perturbé par de violents manifestants d'extrême droite et manifestants tenants du conservatisme religieux, alors que la police nationale avait promis d'assurer la protection de cet événement et de garantir l'exercice de la liberté de réunion pacifique pour ses participants. Les autorités locales n'ont pas encore commenté publiquement cet incident.

Le 19 mai, vers 08 h 30, les organisateurs du **Festival pour l'égalité des droits** ont été informés du fait que le bâtiment où devait se tenir ce festival, qui devait commencer à midi, avait été cambriolé. Vers 11 heures, un groupe de manifestants d'extrême droite et de manifestants tenants du conservatisme religieux sont arrivés sur les lieux du festival, exigeant, en proférant des menaces, que les organisateurs annulent cet événement. Au bout de plusieurs minutes, la police a permis à certains manifestants violents de pénétrer dans le bâtiment où devait se tenir le festival, puis a immédiatement ordonné à tout le monde d'évacuer ce bâtiment en raison d'une prétendue alerte à la bombe. Quand les organisateurs sont sortis, des manifestants qui se trouvaient dehors ont jeté sur eux de lourds objets, y compris un marteau. La police a alors fait monter les organisateurs du festival dans un bus et les a conduits en dehors de la ville. Ils ont dû changer de véhicule plusieurs fois car la police leur a dit qu'ils risquaient d'être suivis et qu'ils étaient toujours en danger.

Le Festival pour l'égalité des droits a lieu tous les ans ; il attire l'attention sur les droits des personnes LGBT, et est axé sur des thématiques telles que la violence domestique et la discrimination liée au genre.

Amnesty International considère que les incidents du 19 mai à Tchernivtsi constituent une violation flagrante des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression. Les forces de police locales ont manqué à leur devoir, car elles avaient été averties à l'avance des risques de perturbation de cet événement, mais n'ont pas respecté leur obligation de garantir l'égalité des droits pour toutes les personnes à Tchernivtsi. Les autorités ukrainiennes doivent veiller à ce qu'une enquête efficace et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur les actes de violence commis par des manifestants qui ont perturbé cet événement et sur leurs menaces de violences, sur les agissements de la police, et sur la prétendue alerte à la bombe (selon des participants à cet événement perturbé, un seul des étages du bâtiment accueillant ce festival a été évacué en raison de la prétendue alerte à la bombe, et ils se demandent si cette menace était réelle ou s'il s'agissait d'un prétexte utilisé pour les évacuer et mettre fin à ce festival).

Amnesty International continuera de suivre de près l'évolution de la situation et interviendra de nouveau si nécessaire.

Merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels. Aucune action complémentaire n'est requise de la part du réseau Actions urgentes.

Ceci est la première mise à jour de l'AU 99/18. Pour en savoir plus : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur50/8424/2018/fr/>

Noms : Participants et organisateurs du Festival pour l'égalité des droits
Hommes et femmes

